

# L'ACTION PÉNALE DES ASSOCIATIONS



© Source : burst.shopify.com / Auteur : Shopify Partners

## SOMMAIRE

<b>COMPRENDRE</b> .....	2
QUELS FAITS CONSTITUENT UNE INFRACTION ? .....	2
<b>CONNAÎTRE</b> .....	2
LES TROIS TYPES D'INFRACTIONS PENALES .....	2
LES AUTORITES HABILITEES A CONSTATER UNE INFRACTION ENVIRONNEMENTALE .....	3
LES INSTANCES DE L'INSTRUCTION .....	3
<b>AGIR</b> .....	4
QUE PEUT FAIRE UNE ASSOCIATION FACE À UNE INFRACTION ENVIRONNEMENTALE ? .....	4
<b>ANNEXE</b> .....	5



## COMPRENDRE...

### ▪ QUELS FAITS CONSTITUENT UNE INFRACTION ?

Une atteinte à l'environnement ne sera qualifiée d'infraction que si **trois éléments** sont réunis :

- **Un élément juridique.** - On parle du « principe de légalité des délits et des peines » : un texte doit prévoir la définition de l'infraction et les peines applicables.
- **Un élément matériel.** - Il s'agit de la réalisation même de l'infraction, comment celle-ci est réalisée. En ce sens, il faut une preuve de la commission d'un acte interdit par la loi ou du manquement à une prescription.
- **Un élément moral ou intentionnel.** - Il s'agit de l'état d'esprit dans lequel se trouvait le délinquant au moment où il a commis l'infraction : il doit en principe avoir eu l'intention de commettre l'infraction.

⚠ En principe, il n'y a pas d'infraction sans intention de la commettre ; Mais en matière environnementale, il existe des infractions qui sont constituées dès l'élément matériel. L'élément intentionnel n'est pas toujours requis ([☑ Article 121-3 Code pénal](#))



## CONNAÎTRE...

### ▪ LES TROIS TYPES D'INFRACTIONS PENALES

Tribunal de police	Tribunal correctionnel	Cour d'assises
<i>Contraventions</i>	<i>Délits</i>	<i>Crimes</i>
Elles ne peuvent être poursuivies que dans un délai de 1 an après qu'elles aient eu lieu ou aient cessé de se produire ( <a href="#">☑ Art. 9 C. de procédure pénale</a> ).  <i>Ex</i> : La contravention d'abandon de déchets sur la voie publique ( <a href="#">☑ Art. R.632-1 C. pénal</a> ).	Ils ne peuvent être poursuivis que dans un délai de 6 ans après qu'elles aient eu lieu ou aient cessé de se produire ( <a href="#">☑ Art. 8 C. de procédure pénale</a> ).  <i>Ex</i> : Le délit de destruction d'une espèce protégée ( <a href="#">☑ Art. L.415-3 C. de l'environnement</a> ).	Ils ne peuvent être poursuivis que dans un délai de 20 ans ( <a href="#">☑ Art. 7 C. de procédure pénale</a> ).  <i>Le terrorisme écologique est le seul crime du droit de l'environnement (<a href="#">☑ Art. L.421-2 C. pénal</a>) mais jamais poursuivi à l'heure actuelle.</i>
Peines encourues		
- Peine d'amende n'excédant pas 1500€.	- Peines d'emprisonnement (10 ans ou 20 ans en cas de récidive). - Alternative de 3750€ au moins.	- Peines supérieures à 10 ans. - Amende de 3750 € au moins.

## ▪ LES AUTORITES HABILITEES A CONSTATER UNE INFRACTION ENVIRONNEMENTALE

Il s'agit notamment :

- **Des gendarmes et policiers.**
- **Des agents de l'Office Français de la biodiversité** (anciens agents de l'AFB et de l'ONCFS) – pour ce qui concerne les atteintes aux milieux naturels, aquatiques et à la faune sauvage.
- **De certains agents des réserves et parcs naturels.** - Pour les infractions qui sont commises dans ces espaces.
- **Des agents de l'inspection de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL).**
- **Des agents des DDT(M) et DDPP.**
- **Du maire et de ses adjoints habilités.** – notamment pour les infractions en matière d'urbanisme et de déchets, et plus largement toute infraction relevant de la sécurité, salubrité et tranquillité publique.

**Ces agents constatent l'infraction par le biais d'un procès-verbal (PV)**, qui est un compte rendu officiel écrit de ce qui a été vu et constaté. Ce procès-verbal est transmis au Procureur de la République qui décide ou non d'engager les poursuites.

❗ Une association peut également faire appel à un **huissier de justice**. Cette demande est assez coûteuse, et l'huissier a pour mission de constater les faits, et non de qualifier l'infraction ; ce sera ensuite à l'association de prouver que ces faits constituent bien une infraction. C'est une solution qui peut être néanmoins envisagée dans certains cas, pour prouver l'atteinte environnementale.

## ▪ LES INSTANCES DE L'INSTRUCTION

- **Le Procureur de la République.** - Il est responsable de l'enquête préliminaire. Au-delà d'un certain seuil de gravité ou de complexité de l'enquête, il saisit le juge d'instruction.
- **Le juge d'instruction.** - C'est le juge d'instruction qui est en charge des enquêtes dans les affaires pénales considérées comme les plus graves ou les plus complexes. Néanmoins, en pratique, le juge délègue ses facultés à la police judiciaire.
- **La chambre de l'instruction.** - C'est une section de la cour d'appel. Elle est composée d'au moins trois magistrats du siège de la cour d'appel. Elle va connaître des appels des décisions du juge d'instruction.



## AGIR...

### ▪ QUE PEUT FAIRE UNE ASSOCIATION FACE À UNE INFRACTION ENVIRONNEMENTALE ?

#### ✓ LE DÉPÔT DE PLAINTE

(📄 Voir ANNEXE I - MODÈLE DE PLAINTE)

Afin de dénoncer des atteintes à l'environnement constitutives d'infractions, les associations de protection de l'environnement peuvent déposer une plainte. La plainte est le signalement de ces faits auprès des autorités judiciaires qui pourront diligenter l'enquête et l'action nécessaire à la condamnation de l'auteur des faits.

Toute association peut déposer plainte à la gendarmerie, ou au commissariat de police ou auprès du procureur de la république.

Lors du dépôt de plainte il faut être le plus précis possible et donner un maximum d'informations.

Cette plainte doit comporter un certain nombre d'éléments :

- La *localisation*
- La *description* des faits
- Le *texte légal* qui prévoit l'infraction et les sanctions applicables
- Les *conséquences* pour l'environnement
- L'*auteur* présumé. Etant donné la complexité du système juridique, si vous disposez de peu d'éléments concernant le dossier il vaut mieux porter plainte contre X.
- Il faut joindre les *statuts* de l'association
- Il faut demander le *récépissé d'enregistrement de la plainte* sur lequel figure un numéro d'enregistrement. Ce numéro permet de pouvoir suivre l'affaire ultérieurement.

Il n'est pas obligatoire de se faire représenter par un avocat pour déposer une plainte (📄 [Art. 418 C. de procédure pénale](#)).

Suite à l'enregistrement de la plainte, le **procureur va décider ou non de poursuivre**. Il a la possibilité de classer l'affaire sans suite (dans le cas où par exemple il estime qu'il ne dispose pas d'assez d'éléments pour poursuivre) ou de poursuivre (📄 [Art. 40-2 C. de procédure pénale](#)). Il peut également mettre en œuvre une mesure alternative aux poursuites (📄 [Art. 41-1 C. de procédure pénale](#)).

#### QUE FAIRE EN CAS DE CLASSEMENT SANS SUITE ?

Si vous estimez que c'est nécessaire, l'affaire peut être relancée via **deux mécanismes** :

#### ✓ LA PLAINTE AVEC CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE

L'association peut déposer une plainte avec constitution de partie civile si le procureur a fait connaître sa décision de ne pas poursuivre, ou dans un délai de 3 mois après le dépôt de plainte si aucune réponse n'a été donnée au plaignant (📄 [Art. 85 C. de procédure pénale](#)).

Elle se fait **en lettre recommandée avec accusé de réception** qui est adressée au juge d'instruction du Tribunal judiciaire du lieu de commission de l'infraction. Ce courrier doit comporter les mêmes éléments que la plainte simple avec, en plus, une déclaration indiquant la volonté de se constituer partie civile c'est-à-dire **de faire reconnaître son préjudice et demander des dommages et intérêts**.

La plainte avec constitution de partie civile ouvre le procédé de l'information : le juge d'instruction est saisi et a obligation de diligenter l'enquête dite information. Quels que soient les constats qu'il fait, l'action publique est mise en mouvement : le juge doit ouvrir l'information ou bien rendre une ordonnance portant refus d'informer. A ce stade le juge peut donc mettre fin à la procédure et confirmer la décision du Procureur s'il ne dispose pas de suffisamment d'éléments.

① Le juge d'instruction peut demander à la personne qui se constitue partie civile de déposer une somme d'argent. Cette somme d'argent est appelée « consignation » et sera souvent restituée ensuite.

### **✓ LA CITATION DIRECTE PAR LA VICTIME**

(  [Articles 389 à 392-1 C. de procédure pénale](#) )

Cette procédure est réservée aux associations agréées. Dans ce cas c'est l'association, qui poursuit directement l'auteur de l'infraction : la charge de la preuve pèsera donc sur elle. Le recours à un avocat n'est pas obligatoire, mais fortement conseillé car il s'agit d'une procédure complexe nécessitant de bonnes connaissances juridiques.

## **ANNEXE**

### MODÈLE DE PLAINTE

Monsieur ou Madame le procureur de la République  
Près le Tribunal judiciaire de [XXX]<sup>1</sup>  
[Adresse complète]

[Lieu et Date]

**Objet :** Plainte pour... *[Exposer brièvement les motifs]*

**LRAR**

**Exemple :** Plainte pour destruction d'espèce protégée sans autorisation sur la commune de XX – art. L.415-3 du Code de l'environnement

*Monsieur ou Madame le procureur de la République,*

*[→ Exposer les **faits** (lieu, date, évènements...) et la **qualification juridique des faits incriminés** (texte juridique qui prévoit l'infraction)]*

*[→ Citer et copier l'**article du code incriminant l'infraction**]*

---

<sup>1</sup> Vérifier la juridiction compétente en fonction du lieu de l'infraction : <http://www.annuaires.justice.gouv.fr/annuaires-12162/annuaire-des-juridictions-21798.html>.

**Exemple :** L'article L.415-3 du Code de l'environnement dispose que « Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende : 1° Le fait, en violation des interdictions ou des prescriptions prévues par les dispositions de l'article L. 411-1 et par les règlements ou les décisions individuelles pris en application de l'article L. 411-2 :

a) De porter atteinte à la conservation d'espèces animales non domestiques, à l'exception des perturbations intentionnelles ; b) De porter atteinte à la conservation d'espèces végétales non cultivées ; c) De porter atteinte à la conservation d'habitats naturels ; ». Au vue des faits décrits précédemment, l'infraction est bien constituée.

## SUR LA CAPACITE ET L'INTERET A AGIR DE L'ASSOCIATION

Suivant l'article L.142-2 du Code de l'environnement, les associations agréées de protection de l'environnement peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile pour des faits constituant à une infraction aux dispositions légales ou réglementaires ayant pour objet de protéger la nature et l'environnement et causant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre.

[→ Présenter l'association : nom, date de l'agrément, objet social]

### **Exemple :**

L'association FNE PACA est agréée par arrêté préfectoral du 20 décembre 2012, renouvelé le 15 juin 2018, au titre de l'article L.141-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, aux termes de l'article 2.2 de ses statuts, l'association a pour objet :

« de protéger, de conserver et de restaurer les espaces, ressources, milieux et habitats naturels, les espèces animales et végétales, d'une manière générale, d'agir pour la sauvegarde de ses intérêts dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire et de l'urbanisme, de s'assurer de la préservation de la santé humaine et notamment des effets possible des pollutions ou risque de pollution sur celle-ci ainsi que de défendre en justice l'ensemble de ses membres directs ou indirects ».

[→ Reprendre brièvement les faits et expliquer qu'ils vont à l'encontre des actions et des objectifs statutaires de l'association.]

### **Exemple :**

Les faits précédemment exposés portent atteinte aux intérêts collectifs que l'association entend défendre.

[→ Conclure comme suit :]

Par ces motifs [l'association] porte plainte pour [citer le délit ou la contravention] à l'encontre de [citer le nom du ou des prévenus ou de la société ou X si le coupable n'est pas identifié]

Ainsi nous vous remercions de bien vouloir nous aviser des suites réservées à cette plainte et de la date à laquelle cette affaire sera appelée devant votre tribunal afin que [l'association] puisse se constituer partie civile.

Veillez agréer, Monsieur/Madame le procureur de la République, l'expression de notre considération distinguée.

Nom, prénom et signature  
Président(e) de l'association

❶ Joindre l'ensemble des éléments de preuve de l'infraction en votre possession (documents, photographies, témoignages, articles de presse, vidéos...) + Joindre les statuts et agrément éventuel de l'association.